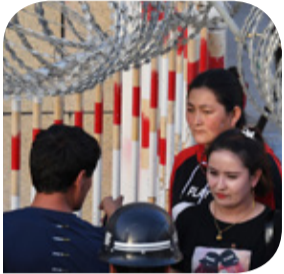


Ouïghours :  
à l'origine  
d'une  
répression



Les autorités chinoises ont lancé en 2014 une vaste campagne de surveillance, de répression et de persécution des minorités musulmanes, notamment par la mise en place d'un réseau de contrôle généralisé.

P. 8

Une  
pandémie  
provoquée  
par le Parti  
communiste  
chinois



La dissimulation par la Chine, sa réponse tardive et ses équipements médicaux défectueux ont conduit à une pandémie mondiale.

P. 3

## Le long bras de Pékin : 5 tactiques du régime chinois qui affectent la vie des Français

PAGE 4



Le président Emmanuel Macron assiste à une réunion avec le président chinois Xi Jinping au Grand Hall du Peuple à Pékin le 6 novembre 2019.

NOTE DE LA RÉDACTION

### Pourquoi ce journal ?

Nous sommes très heureux et honorés de vous compter parmi nos lecteurs. Nous espérons que cette nouvelle édition vous aidera à mieux comprendre l'influence du Parti communiste chinois (PCC) en France et sa responsabilité dans la pandémie mondiale du Covid-19. Connaître la vérité est indispensable pour ne pas être victime des manœuvres trompeuses du PCC – les mêmes qui ont permis au coronavirus de se propager dans le monde entier.

Cette édition spéciale présente des informations et une perspective que vous ne trouverez pas dans les autres journaux. Grâce à notre connaissance du régime chinois, nous avons pu couvrir en avance l'apparition de l'épidémie de coronavirus, que nous appelons virus du PCC.

Il est essentiel de ne pas confondre le Parti communiste chinois avec la Chine et le peuple chinois. Le PCC est une tyrannie dirigée par une élite d'une brutalité implacable. La grande majorité du peuple chinois est lucide sur la nature du régime communiste et aspire également aux droits et aux libertés que tout être humain mérite.

Le régime confond à dessein le PCC et la Chine, de telle sorte que critiquer le Parti revient selon lui à critiquer la Chine et le peuple chinois. Le PCC n'est pas un parti ou un régime politique au sens conventionnel. Il ne représente pas le peuple chinois et défend uniquement ses propres intérêts. Il s'agit d'un petit groupe qui s'est emparé du pouvoir de façon illégitime et qui s'y accroche de manière despotique.

Le PCC a volé la technologie militaire d'autres pays pour construire sa propre armée, avec l'objectif clair de dominer le monde. Il a développé le « Plan Mille Talents » et d'autres programmes similaires pour faire venir en Chine des technologies étrangères avancées, et il a progressivement réussi à attirer des fabricants et des entreprises étrangères de haute technologie. Il utilise sa stratégie centenaire du « Front uni » pour infiltrer les organisations internationales et les groupes de réflexion, ainsi que pour influencer les hommes politiques et les élites intellectuelles dans tous les domaines. Progressivement, il a façonné en sa faveur l'opinion dominante en Occident.

La manière dont le PCC a géré l'épidémie

de coronavirus a toutefois clairement dévoilé sa véritable nature aux yeux du monde entier. Le Parti n'a en effet pas hésité à dissimuler aux Chinois les informations dont il disposait sur le virus, jusqu'à ce que de nombreux malades soient finalement diagnostiqués dans les pays voisins parmi les voyageurs revenus de Chine. Si les restrictions de voyage et un cordon sanitaire avaient été instaurés une semaine, deux semaines ou trois semaines plus tôt, le nombre de cas aurait pu être réduit respectivement de 66 %, 86 % et 95 %.

Cette édition spéciale met en évidence l'urgence de comprendre le régime chinois et comment il étend sa sphère d'influence en France, notamment dans les domaines économique et technologique.

Nous espérons que ces informations vous permettront de saisir la nécessité de rejeter le Parti communiste chinois et de considérer son rejet comme un nouvel espoir. Avec cette pensée, nous traverserons cette épreuve ensemble, à vos côtés, vous n'êtes pas seuls.

Avec Vérité et Tradition,  
La Rédaction

Le cristal  
brisé de  
Baccarat



La princesse Baccarat, « sauvée » par le « chevalier » Fortune Fountain Capital, vécut finalement très malheureuse et eut beaucoup de dettes.

P. 5

Intelligence  
artificielle  
et 5G,  
la guerre  
par les  
algorithmes

« Les données sont le pétrole d'aujourd'hui, et la Chine est devenue l'Arabie saoudite », déclarait en 2018 l'expert chinois en intelligence artificielle (IA) Kai-fu Lee. Les géants Baidu, Alibaba et Tencent – équivalents chinois de Google, Amazon et Facebook – alimentent de données une énorme plateforme d'IA pour que leurs clients restent captifs, explique l'expert en sécurité nationale et général à la retraite Robert Spalding, de l'armée de l'air américaine.

P. 5

THE  
EPOCH  
TIMES

## À propos de nous

**E** *Epoch Times France* est un média indépendant et gratuit. Nous ne sommes influencés par aucun gouvernement, aucune entreprise et aucun parti politique.

Dans un contexte où la plupart des grands médias français appartiennent à des groupes industriels ou financiers ayant des intérêts économiques ou politiques en lien avec l'actualité et susceptibles d'en affecter le traitement, notre objectif est d'analyser et de décrypter l'information de manière non partisane afin de donner à nos lecteurs des informations fiables pour qu'ils puissent se faire leur propre opinion.

*Epoch Times* a été fondé en 2000, à New York, pour répondre aux violations répétées des droits de l'homme en Chine et à la mainmise du régime communiste sur l'information. Après avoir assisté au massacre de la place Tiananmen et à la persécution du Falun Gong, nos fondateurs ont décidé de lancer la version chinoise du journal pour y publier des informations libres de toute forme de censure. Notre devise, Vérité et Tradition, nous conduit à dénoncer les injustices et à défendre le meilleur de notre humanité : sa culture, son histoire et ses valeurs traditionnelles.

Le journal a depuis connu une croissance considérable : présent dans 35 pays, il se décline désormais en 25 langues. Notre équipe de rédacteurs en France s'attache à fournir une information de qualité sans parti pris politique. Nous plaçons la responsabilité, l'intérêt général et le bien commun au centre de notre stratégie éditoriale. En Chine, nos journalistes indépendants nous permettent d'obtenir des informations de première main. Nous avons ainsi été les premiers à couvrir l'épidémie du coronavirus, alertant le grand public de son émergence et des efforts du Parti communiste chinois (PCC) pour la dissimuler.

Cette indépendance a un prix, celui de déranger le PCC qui tente de nuire à notre réputation pour réduire notre visibilité. Si dire la vérité s'imposait autrefois comme une règle incontournable et naturelle, c'est aujourd'hui devenu un acte audacieux et inhabituel. Au cours des vingt dernières années, nos journalistes en Chine ont été emprisonnés, leurs familles séquestrées, nos annonceurs ont été menacés, nos boîtes à journaux ont été vandalisées, etc. L'an dernier, l'un de nos sites d'impression à Hong Kong a même été incendié. Sur Internet, des médias ou des groupes d'intérêts sont également utilisés pour nous diffamer, participant ainsi aux campagnes de désinformation du régime chinois.

THE EPOCH TIMES

THE EPOCH TIMES FRANCE  
83 rue du Château des Rentiers  
75013 Paris

**Directrice générale,  
directrice de la publication**  
Isabelle Meyer

**Rédacteur en chef**  
Ludovic Génin

**Directeur artistique**  
Siaoyong Sou

**Imprimerie**  
Rotimpres (Girona, Espagne)

**Abonnements**  
readepoch.com  
subscribe@epochtimes.eu

**Courrier des lecteurs**  
courrierdeslecteurs@epochtimes.fr

Reproduction interdite de tous les articles, sans l'autorisation expresse d'*Epoch Times*.

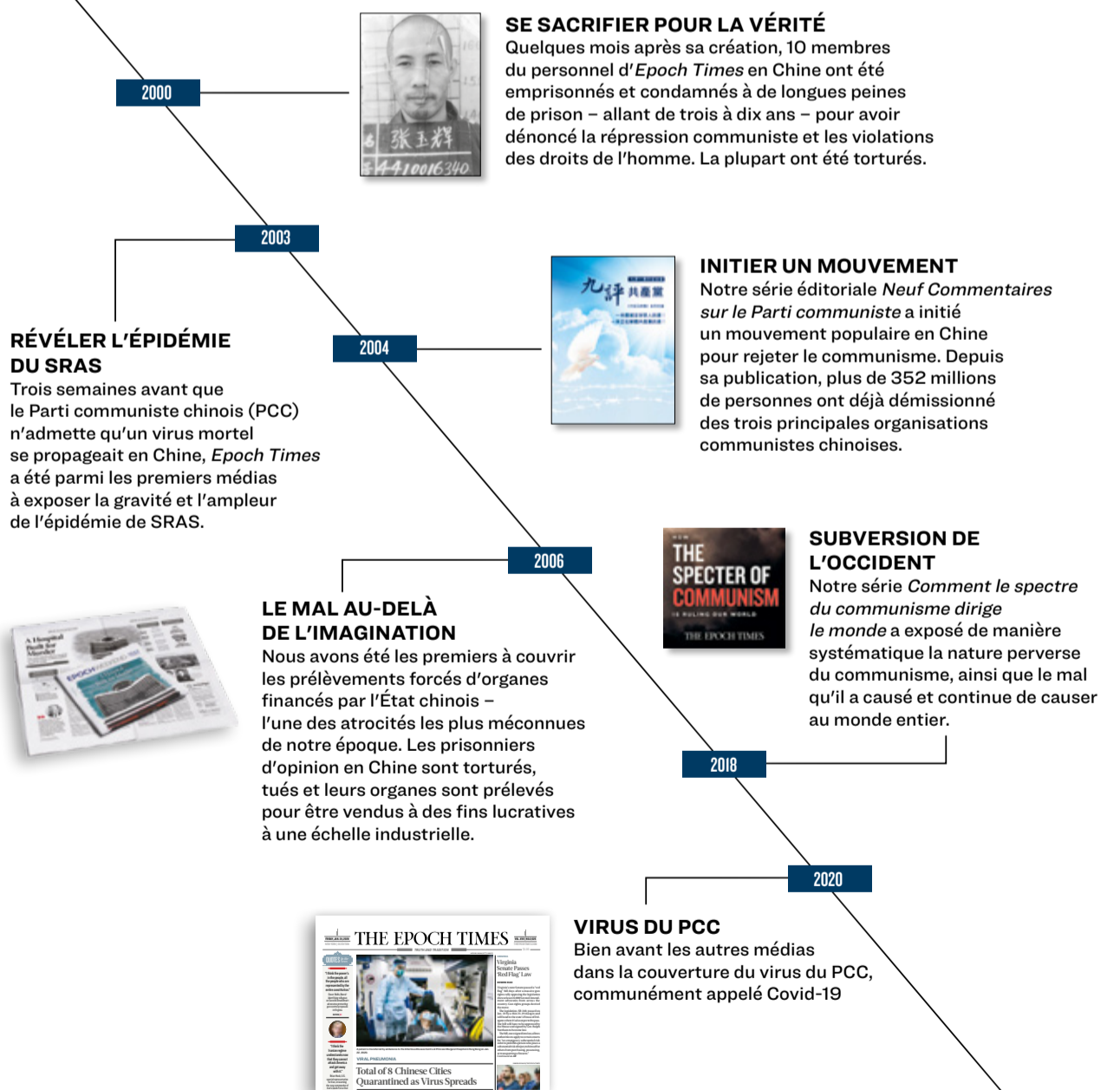


fr.theepochtimes.com



# EXPOSER LE BILAN MEUTRIER DU COMMUNISME PENDANT 20 ANS

On estime que le communisme a tué pas moins de 100 millions de personnes, mais ses crimes n'ont pas été entièrement recensés et son idéologie persiste encore aujourd'hui. *Epoch Times* cherche à révéler l'histoire et les croyances de ce mouvement de pensée, qui a été une source de tyrannie et de destruction depuis son apparition. Nous pensons qu'enquêter et dévoiler ces informations est la seule façon de s'éloigner du danger.



Passons à l'action

**SIGNEZ LA PÉTITION AUJOURD'HUI**  
pour dire non au PCC sur [rejecttheccp.com/FR](https://rejecttheccp.com/FR)

# Une pandémie provoquée par le Parti communiste chinois



Photo by Chung Sung-jun/Getty Images

1,4  
million  
de morts

► Selon les données compilées par l'université John Hopkins, plus d'un million de personnes sont décédées des suites du virus du PCC.

## Pourquoi nous utilisons le terme « virus du PCC »

Le virus du PCC, connu communément comme le nouveau coronavirus, s'est répandu dans le monde entier à cause du Parti communiste chinois (PCC) qui a tout fait pour le dissimuler. Des centaines de milliers de personnes sont mortes et l'économie mondiale a été paralysée. *The Epoch Times* fait la distinction entre le PCC et le peuple chinois, qui, lors de cette pandémie et au cours de l'histoire, a le plus souffert des actions du PCC.

Selon les données compilées par le Johns Hopkins Coronavirus Resource Center, le virus du PCC a infecté, à la date du 27 novembre, 60 millions de personnes dans le monde. Environ 1,4 million de personnes sont aussi décédées du COVID-19.

Depuis que le virus s'est déclaré dans la ville de Wuhan, dans le centre de la Chine, le Parti communiste chinois (PCC) a continuellement dissimulé les informations au public et sous-estimé l'ampleur réelle de l'épidémie en Chine. Au cours de la phase initiale de l'épidémie, les autorités ont également retardé les mesures visant à empêcher les voyages à l'étranger, provoquant la propagation du virus dans le monde entier.

Alors que l'épidémie ravageait le pays, le régime chinois a stocké du matériel et des équipements médicaux. Lorsque d'autres pays ont commencé à connaître une accélération de l'épidémie, Pékin s'est présenté comme le sauveur du monde et a exporté des équipements médicaux – dont beaucoup se sont avérés défectueux et impropres à l'utilisation.

### Cacher la vérité

Des documents gouvernementaux internes, divulgués à *The Epoch Times*, ont révélé que le régime chinois était au courant début janvier du risque de transmission interhumaine du virus, mais n'en a informé le public que le 20 janvier.

Alors que les autorités s'efforçaient de contenir le virus, elles ont d'abord affirmé que l'épidémie était « contrôlable et évitable », affirmant que les patients âgés de plus de 60 ans étaient les plus vulnérables et que les jeunes et les enfants avaient peu de risques d'être infectés.

La police locale a sanctionné des citoyens qui ont répandu en ligne des « rumeurs » sur le virus, dont huit médecins lanceurs d'alerte qui, les premiers, fin décembre, avaient publié sur les médias sociaux des informations sur la propagation d'une nouvelle forme de pneumonie à Wuhan.

Le régime a également retardé la publication du génome complet du virus et systématiquement sous-estimé les infections. Les affirmations de la Chine, qui ont été relayées par l'Organisation mondiale de la santé (OMS), ont conduit les gouvernements du monde entier à sous-évaluer la propagation potentielle du virus.

Au moment où Wuhan a imposé un confinement et arrêté tous les voyages nationaux et internationaux, il était déjà trop tard.

Du 1<sup>er</sup> au 22 janvier, plus de 5 millions d'habitants de Wuhan ont quitté la ville sans avoir été testés pour le virus, selon le maire de la ville, qui a depuis été remplacé.

Une étude réalisée en mars par l'université de Southampton a estimé que si les autorités étaient intervenues trois semaines plus tôt, 95% des infections auraient pu être évitées.

### Phase initiale

Le régime chinois a confirmé l'épidémie de Wuhan le 31 décembre, mais un rapport de mars du *South China Morning Post* basé à Hong Kong, citant des données internes du gouvernement, a révélé que le premier malade du COVID-19 enregistré par les autorités était un résident de 55 ans de la province du Hubei, qui a contracté le virus le 17 novembre 2019.

Le 24 janvier, un groupe de chercheurs médicaux chinois a publié une étude dans le journal médical

*The Lancet*, indiquant que le premier patient qu'ils avaient détecté, avait commencé à présenter des symptômes le 1<sup>er</sup> décembre 2019. Ce patient n'a aucun lien épidémiologique avec les autres, ce qui soulève des doutes sur le récit officiel selon lequel le marché des fruits de mer de Huanan à Wuhan aurait été à l'origine de l'épidémie.

La première infection interhumaine qu'ils ont découverte s'est produite à la mi-décembre.

Le virus s'est rapidement propagé à travers le pays. Le 20 janvier, Shanghai a annoncé son premier malade du COVID-19, une femme de 56 ans. Les médias d'État ont rapporté que cette femme, après avoir ressenti des symptômes de fièvre et de fatigue, s'était rendue de Wuhan à Shanghai le 12 janvier pour y recevoir un meilleur traitement.

Des documents gouvernementaux classifiés, que *The Epoch Times* a obtenus d'une source de confiance, ont révélé que depuis au moins février, les autorités chinoises ont traité toutes les informations relatives au virus du PCC comme « secrets d'État », interdisant aux fonctionnaires de publier des informations sans autorisation préalable.

Le régime chinois a également refusé les offres d'assistance des Centers for Disease Control and Prevention des États-Unis et n'a pas autorisé les experts américains à se rendre en Chine pour enquêter.

Ayant fait l'expérience de la dissimulation par le PCC de l'épidémie de syndrome respiratoire aigu sévère (SRAS) de 2002 à 2003, Taiwan et Hong Kong ont pris très tôt des mesures de protection, empêchant la propagation de la maladie.

### Autoriser les voyages internationaux

Bien que sachant le virus contagieux, les autorités chinoises n'ont interrompu tous les vols internationaux dans le pays que le 29 mars.

Certains pays ont imposé des restrictions, car l'épidémie en Chine était devenue grave. Le 2 février, les États-Unis ont interdit l'entrée dans le pays des ressortissants étrangers qui s'étaient rendus en Chine continentale au cours des 14 jours précédents. Les grandes compagnies aériennes du monde entier ont suspendu leurs vols vers la Chine fin janvier ou début février.

Mais les premières infections s'étaient déjà propagées.

Le premier cas confirmé de virus du PCC aux États-Unis était un homme dans la trentaine, du comté de Snohomish dans l'État de Washington. Le département d'État de la Santé a annoncé qu'il était à Wuhan depuis novembre et était rentré aux États-Unis le 15 janvier.

L'Europe a annoncé ses premiers cas le 24 janvier : deux des trois patients étaient des touristes chinois et le troisième était un homme vivant en France, qui était revenu de Wuhan le 22 janvier.

Le 27 janvier, le Canada a annoncé ses deux premiers cas : un couple arrivé à Toronto le 22 janvier après avoir visité Wuhan, qui a été diagnostiqué porteur du virus.

Le 31 janvier, un médecin-chef du Royaume-Uni, Chris Whitty, a annoncé les premiers cas de COVID-19 dans le pays : deux membres de la même famille. Bien que M. Whitty n'ait pas divulgué leurs informations personnelles, le journal *The Telegraph* a cité un porte-parole d'un hôtel déclarant qu'il s'agissait de ressortissants chinois.

En Thaïlande, au Népal, au

Japon, en Italie et dans de nombreux autres pays, les premiers patients atteints de COVID-19 ont contracté le virus du PCC en Chine.

### Stocks d'équipements médicaux

Alors que le virus se propageait dans le monde, provoquant des dizaines de milliers de malades se faisant soigner dans les hôpitaux, les pays étaient confrontés à une grave pénurie d'équipements de protection individuelle (EPI), dont une grande partie était fabriquée en Chine.

L'EPI comprend les masques N-95, les combinaisons de protection médicale, les lunettes, les masques chirurgicaux, les gants chirurgicaux, les désinfectants, les appareils d'oxygénation à membrane extracorporelle, les ventilateurs médicaux et d'autres produits. Ils sont nécessaires non seulement pour le personnel médical qui traite les patients atteints de COVID-19, mais également pour le grand public qui a besoin de ces fournitures afin de se protéger lorsqu'il quitte son domicile.

Le régime chinois a utilisé son United Front Work Department – une agence dédiée à la diffusion de la propagande du régime à l'intérieur et à l'extérieur de la Chine – pour encourager les ressortissants chinois du monde entier, en janvier et février, à acheter des équipements médicaux disponibles dans leur pays de résidence et à les envoyer en Chine. Ils ont acheté des EPI auprès de fabricants, de grossistes et de détaillants du monde entier.

Alors que les pays à l'extérieur de la Chine faisaient face à une grave épidémie, le régime chinois a commencé à donner ou exporter des EPI, se présentant lui-même comme le modèle de réponse au

virus.

Mais les États-Unis, la Belgique, les Pays-Bas, l'Espagne, la République tchèque, le Brésil et de nombreux autres pays ont signalé que les masques, les combinaisons de protection et les kits de diagnostic rapide du virus fabriqués en Chine étaient défectueux.

« Onze millions de masques, tous à mettre à la poubelle ! », a déclaré le 24 avril le ministre allemand des Transports, Andreas Scheuer, à propos des expéditions d'EPI fabriqués en Chine.

Le gouvernement britannique a acheté pour 16 millions de livres sterling de tests d'anticorps COVID-19 à deux sociétés chinoises, pour découvrir plus tard qu'ils ne fonctionnaient pas correctement.

Alors que la pandémie a causé une énorme crise humaine et économique, des citoyens et des organisations à travers les États-Unis, le Canada, l'Australie, l'Europe et certains pays asiatiques ont commencé à intenter des procès contre le PCC pour sa mauvaise gestion de l'épidémie.

Mais pour éviter le blâme, les autorités chinoises ont prétendu que le virus avait été apporté en Chine par l'armée américaine, puis elles ont affirmé que l'épidémie en Italie s'était déclarée plus tôt qu'en Chine. Enfin, en juin, elles ont interdit le saumon de Norvège, alléguant que le stock contaminé était responsable de la dernière résurgence du virus à Pékin.

Cependant, « il est impossible que le saumon transmette un type de coronavirus à l'homme », a déclaré le Dr Sean Lin, ancien directeur de laboratoire de la branche des maladies virales à l'Institut de recherche de l'armée Walter Reed.

Par Nicole Hao

## ANALYSE

# Le long bras de Pékin : 5 tactiques du régime chinois qui affectent la vie des Français



JASON LEE/POOL/AFP VIA GETTY IMAGES

La pandémie de Covid-19 a probablement montré de la manière la plus évidente la façon dont la Chine affecte la vie en France, avec la perte de dizaines de milliers de vies, la fermeture

d'entreprises à cause du confinement, l'affaiblissement général de l'économie. Le régime chinois, qui influence notre mode de vie et la politique nationale depuis des décennies, se prépare à un grand coup

d'accélérateur pour exploiter les fragilités que l'épidémie aura créées, acquérir davantage de fleurons nationaux et imposer son contrôle sur tous les aspects de notre vie.

Par Aurélien Girard

▲ Le président Emmanuel Macron prend la parole lors d'une réunion avec le Premier ministre chinois Li Keqiang au Grand Hall du Peuple à Pékin le 6 novembre 2019.

## TACTIQUES ET CONSÉQUENCES

Le régime chinois utilise une variété de tactiques pour influencer et subvertir les institutions politiques et l'économie française, ainsi que d'autres aspects de la vie des Français.



### 1 Monnayer l'accès au marché chinois

- Pékin monnaie l'accès à son marché pour forcer les entreprises françaises à partager leur propriété intellectuelle, qu'il utilise ensuite pour leur faire une compétition déloyale.
- Le régime chinois utilise l'argent du déficit commercial français (30 milliards d'euros chaque année) pour augmenter ses réserves de devises étrangères.
- Les groupes d'intérêts pro-Pékin font pression sur Paris et l'Union européenne pour qu'ils ne réagissent pas face à la guerre économique menée par le régime chinois.

### 2 Corrompre les institutions et le monde politique

- Pékin cible les partis politiques, la société civile et le monde universitaire pour les infiltrer et les influencer.
- Pékin encourage ses partisans dans la diaspora à se présenter aux élections, ou bien à appuyer les campagnes ou les événements qui suivent la position du régime.
- Les services de renseignement ont mis en garde contre l'influence de Pékin sur certains politiciens français.
- Plusieurs politiciens français ont des intérêts commerciaux en Chine et défendent des positions pro-Parti communiste chinois.

### 3 Acheter pour contrôler

- Le régime chinois possède beaucoup d'intérêts dans les plus grandes entreprises françaises, dans le luxe, l'agriculture, la haute technologie...
- Le gouvernement français a autorisé des firmes chinoises à faire l'acquisition de grands espaces du territoire national.
- Les firmes chinoises utilisent leur contrôle sur les entreprises françaises pour exercer davantage d'influence.

### 4 Espionner pour dominer

- La Chine utilise ses espions pour obtenir des secrets d'État et des secrets commerciaux, ainsi que de l'information sur les groupes qu'elle persécute.
- Les pirates informatiques chinois ciblent depuis longtemps les entreprises françaises, causant d'immenses dommages économiques.
- Le régime chinois soutient les efforts de Huawei pour construire l'infrastructure 5G, qui lui permettra de capter les données échangées par les téléphones portables et objets connectés.

### 5 Influencer le monde universitaire

- Pékin utilise des récompenses et prix divers pour inciter les universitaires français à parler en sa faveur.
- Plusieurs universités françaises sont associées aux Instituts Confucius de Pékin.
- Le programme des « Mille talents » est utilisé pour recruter les talents français pour le compte de Pékin, ainsi que pour voler des technologies par l'espionnage et le pillage de la propriété intellectuelle.

## Vente des forêts françaises

26 000 emplois menacés par l'achat massif de chênes français par la Chine

La France est le troisième producteur mondial de bois de chêne et possède la plus grande forêt d'Europe de ce bois noble, qui prend huit générations – près de deux siècles – pour arriver à maturité. Utilisé en tonnelerie comme en ameublement, le chêne français est aujourd'hui hautement convoité par les entreprises chinoises.

Depuis 2007, les exportations de chêne français vers la Chine ont ainsi été multipliées par sept, avec une augmentation de 60% du cours du bois... bonne affaire pour les propriétaires sylvestres mais situation désastreuse pour la

filiale et pour la durabilité des forêts de chêne.

« Si l'on ne fait rien, on va mourir », plaide Nicolas Douzain, président de la FNB (Fédération Nationale du Bois). « La Chine a pillé sa propre forêt et a désormais interdit l'exploitation du chêne. Tous les principaux pays producteurs de chêne ont pris des mesures afin de limiter son exportation sous une forme brute, sauf la France et la Belgique », explique-t-il sur le site Reporterre.

L'appétit chinois est tel que les scieries françaises manquent aujourd'hui de matière première. Nombre d'entre elles sont au chô-

mage partiel, ne travaillent qu'à 60% de leurs capacités, parce que les propriétaires français exportent massivement vers la Chine leurs « grumes » (les troncs d'arbre non équarris), venant d'arbres centenaires.

Ceux-ci ne suffisent même plus : les propriétaires privés vendent maintenant des arbres de plus en plus jeunes pour satisfaire la demande chinoise, liée au fait que les forêts chinoises de chêne ont été massivement détruites par les campagnes de réforme agraire du régime chinois entre les années 1950 et 1970.

Très récemment les Chinois ont

encore acheté « jusqu'à 60% du volume de chêne disponible dans le quart nord-est de la France », confirme Raymond Bach, de l'entreprise Chêne de l'est, cité par le magazine Challenges.

Que devient ce bois qui s'échappe dans le voyage retour vers la Chine des porte-conteneurs qui nous apportent du textile, de l'électronique et des biens de consommation à bas coût ? s'interroge François Lenglet sur RTL : « C'est à se taper la tête contre les murs. Le bois part là-bas et revient parfois sous forme de parquet "made in China", et acheté par les Français ! Après avoir parcouru quelque



Un ouvrier découpe des planches de bois de chênes centenaires à la Maison Sciage du Berry, à Mézières-en-Brenne, dans l'Indre, le 16 juin 2015.

GUILLAUME SOUVANT / AFP via Getty Images

20 000 kilomètres sur les mers et les terres, donc avec un bilan carbone désastreux. Et le tout alors qu'il y a 26 000 emplois en jeu en France, dans les régions forestières ».

« On laisse s'envoler des emplois, on laisse s'échapper de la richesse qu'on pourrait créer dans notre pays plutôt que la créer dans des pays à faible coût de main-d'œuvre », s'indigne sur France 2 David Chavot,

propriétaire d'une scierie de chêne à Chalon-sur-Saône.

L'Ukraine, autre grand réservoir de chênes, a lui rejoint récemment la liste des pays qui bannissent l'exportation de bois brut, matière première jugée stratégique. La France avance, comme à son habitude, timidement.

A. G.

# Le cristal brisé de Baccarat

L'histoire de conte de fées racontée en 2018 par médias et politiques n'aura pas duré. La princesse Baccarat, « sauvée » par le « chevalier » Fortune Fountain Capital, vécu finalement très malheureuse et eut beaucoup de dettes. Baccarat, c'est un savoir-faire à la française qui a su survivre et s'adapter à la mondialisation, une production presque tricentenaire dans le bourg du même nom en Meurthe-et-Moselle. Fondée en 1764, la cristallerie compte le plus grand nombre de Meilleurs Ouvriers de France parmi toutes les maisons de luxe françaises : de véritables artistes du cristal à qui il faut près de 15 ans pour maîtriser pleinement leur métier.

Rachetée une première fois au début des années 2000 par un fonds d'investissement américain qui l'a accompagnée une dizaine d'années, Baccarat s'est retrouvée en 2017 ciblée par une riche famille chinoise, un « family office » qui a capté en 2018 près de 90% de son capital contre la somme de 185 millions de dollars (au cours de l'époque, 164 millions d'euros). Le fonds porteur de l'acquisition, Fortune Fountain Capital, s'était engagé d'après le magazine *Challenges*, « à investir de manière significative dans le cœur de métier de Baccarat et à soutenir la société dans sa prochaine phase de croissance et de création de valeur à travers une expansion sur les marchés voisins du luxe ».

En 2017, le monde politique local ne tarissait pas d'éloges sur cette acquisition : « Elle [la dirigeante chinoise] a un immense respect pour le luxe à la française et, pour elle, Baccarat c'est du luxe parce que c'est fait à Baccarat », assurait alors Thibault Bazin, député LR de la circonscription, invité en Chine



Un souffleur de verre façonne un verre à pied dans la cristallerie Baccarat, dans l'est de la France, le 17 mars 2015.

avec le maire de la ville et que citait le journal *Le Parisien*. M. Bazin, comme beaucoup, était revenu très favorable à l'opération après avoir été invité, tous frais payés, par Fortune Fountain Capital pour intervenir en Chine devant un parterre de cadres du Parti communiste.

Le fonds chinois avait promis aux salariés des investissements, entre 20 et 30 millions d'euros, que les salariés n'ont jamais vu arriver, ce qui a commencé à les inquiéter.

Baccarat a finalement réalisé en 2020 que le fonds chinois n'avait effectué aucune échéance de remboursement de prêt ni aucun investissement financier à destination de la manufacture, rappelle *L'Est Républicain*. Pire, indique le quotidien, « les Chinois ont prélevé 10,1 M d'euros dans les comptes de l'entreprise ».

Effectivement, l'analyse des comptes de la société montre en 2019 que la consommation de trésorerie traduit principalement le remboursement d'un prêt relais à l'actionnaire majoritaire, Fortune Legend Limited. La dette de l'entreprise, jusque-là maîtrisée, a donc plongé en 2019 après le rachat chinois.

Au final, selon le magazine *Challenges*, le fonds chinois aurait eu pour seul objectif de « siphonner la trésorerie » de Baccarat. Fortune Legend a racheté l'entreprise en empruntant la moitié des 185 millions d'euros nécessaires via une holding basée à Hong Kong.

« Tout le monde pensait que l'argent, c'était du cash. On est tous tombés de notre chaise. Tout avait été vérifié », se désole le maire de Baccarat Christian Gex, cité par *Le*

*Parisien*.

« Je suis révolté ! En colère contre ces gens-là... », assène Michel Herter, Meilleur Ouvrier de France cité par *L'Est Républicain*. « J'ai vu ce qu'ils ont déjà fait à des clubs sportifs et à d'autres entreprises. Ils ne sont pas fiables. Ces Chinois n'ont rien apporté à la cristallerie. Ils ont été invisibles ».

La manufacture lorraine est désormais sous tutelle judiciaire. Baccarat a cependant des fondamentaux solides et un taux de rentabilité nette en croissance constante depuis 7 ans. Le joyau de la cristallerie française, qui emploie plus de 500 personnes, espère maintenant trouver un repreneur solide – idéalement un acteur français.

A. G.

## Quelques entreprises françaises rachetées par la Chine

### Aéroport de Toulouse-Blagnac

Acheté en 2015 par Shandong Hi-Speed et le fonds hongkongais Friedmann Pacific pour 308 millions d'euros

### Aoste, Justin Bridou, Cochonou

Achetés en 2013 par le groupe Shuanghui

### Baccarat

Acheté en 2018 par Fortune Fountain Capital pour 184 millions de dollars

### Campanile, Kyriad, Première Classe et Golden Tulip

Achetés en 2015 par Jin Jiang International pour 1,3 milliard d'euros

### Catimini, Z, Absorba, Chipie, Lili Gaufrette

Achetés en 2018 par Zhejiang Semir Garment pour 132 millions de dollars

### Club Med

Acheté en 2015 par Fosun pour 939 millions d'euros

### Lanvin

Acheté en 2018 par Fosun pour 100 millions de dollars

### Marionnaud

Acheté en 2005 par le milliardaire hongkongais Li Ka-Shing

### Naf Naf

Acheté en 2018 par Shanghai La Chapelle Fashion Co.

### Salomon (skis)

Achetés en 2019 pour 4,6 milliards d'euros par Anta Sports

### Sandro, Maje et Claudie Pierlot

Achetés par Shandong Ruyi en 2016

### Sonia Rykiel

Acheté en 2012 par Fung Brands

### St Hubert

Acheté en 2018 par Fosun et Sanyuan pour 700 millions de dollars

### Terres céréalières - vignobles

Plus de 3 000 hectares de terres céréalières dans l'Indre et l'Allier achetées par le conglomérat chinois Reward Group 165 châteaux et domaines, dont St-Émilien et Pomerol, contrôlés par des investisseurs chinois

# Intelligence artificielle et 5G, la guerre par les algorithmes

Suite de la Une

« Ces algorithmes qui incitent les Chinois à revenir pour acheter sont les mêmes qui peuvent être utilisés pour les amener à aimer le Parti communiste chinois [PCC] », explique R. Spalding à *Epoch Times*.

## Une arme pour la domination mondiale

Alors que le Parti communiste chinois (PCC) cherche à étendre son influence en dehors de la Chine, comprendre la façon de penser des Occidentaux lui est d'une grande valeur.

Cette idée est déjà exploitée par le « système de crédit social » chinois, que Samantha Hoffman de l'Institut australien de politique stratégique décrit comme « l'utilisation de la collecte et de l'analyse de grandes données pour surveiller, façonner et évaluer le comportement par le biais de processus économiques et sociaux ».

En Chine, « pour que le système fonctionne, il doit prévoir des sanctions pour les actes commis en dehors des limites comportementales fixées, et des avantages pour



Un écran montrant un mode de repérage à partir d'un appareil Huawei lors de la conférence des développeurs au campus Huawei à Dongguan, province de Guangdong, Chine, le 10 août 2019.

inciter les personnes et les entités à se conformer volontairement, ou au moins faire de la participation le seul choix rationnel », écrit Hoffman dans un rapport de 2018 intitulé *Autoritarisme soutenu par les technologies, conséquences mondiales*.

« [Le système] ne s'arrête pas aux frontières de la Chine. La réglementation du crédit social est déjà utilisée pour obliger les entreprises à changer leur langage

afin de s'adapter aux exigences politiques du Parti communiste chinois », écrit M. Hoffman.

« L'acceptation des exigences du PCC va finir par devenir une norme qui interfère avec la souveraineté des autres nations. Le récit du PCC devient la 'vérité' dominante, et les autres opinions sont marginalisées. »

Le régime chinois interdit presque tous les médias sociaux internationaux et les plateformes

de communication, pour encourager le développement de leurs équivalents locaux tels que WeChat (la réponse chinoise à Facebook). L'utilisation de WeChat est presque obligatoire en Chine, car des services tels que la banque, les voyages, les achats et la communication sont tous intégrés à l'application.

Maintenant, l'utilisation de cette application s'étend en dehors de la Chine, tout comme la surveillance et le potentiel d'influence.

## Craintes concernant la vie privée et la sécurité

En plus de WeChat, beaucoup s'inquiètent de TikTok, la populaire petite application vidéo utilisée par des centaines de millions de personnes, qui appartient au géant de l'internet basé à Pékin ByteDance Technology Co.

TikTok, comme toutes les autres entreprises chinoises, est obligée par les lois de sécurité chinoises de coopérer avec les agences de renseignement lorsqu'on le lui demande, ce qui est l'une des raisons pour lesquelles les États-Unis la considèrent comme un risque pour la sécurité nationale.

« TikTok est une entité de collecte de données, une application de collecte de données qui est déguisée en média social – elle collecte des informations sur les noms d'utilisateurs, l'adresse IP de votre téléphone, de chaque ordinateur de votre réseau WiFi », a déclaré Curtis Ellis, spécialiste en politique internationale.

Toutes ces données peuvent alimenter des systèmes d'intelligence artificielle chinois pour comprendre le comportement des gens et même prédire et influencer leur façon de penser.

## 5G et la surveillance de l'État

Le PCC investit aussi massivement dans le développement et le déploiement de réseaux mobiles 5G Huawei dans les pays du monde entier. La 5G permettra une intégration beaucoup plus poussée de la technologie – « l'internet des objets » – où toutes sortes d'objets électroniques, des brosses à dents aux voitures sans conducteur, sont connectés à l'internet et peuvent communiquer entre eux. Et ils produisent tous des données qui peuvent être collectées.

Grâce à ce réseau, il est de plus en

plus difficile d'échapper à l'enregistrement de tous vos mouvements et actions. « Aujourd'hui, vous pouvez jeter votre téléphone [pour éviter d'être suivi] », explique M. Spalding, « mais quand la 5G sera construite, ces millions d'appareils connectés à chaque km<sup>2</sup> signifieront que partout où vous irez, vous serez suivi, parce que ce n'est plus votre téléphone, c'est la ville construite autour de vous qui sera faite pour vous suivre. »

## Quelle solution ?

M. Hoffman suggère que les pays occidentaux devraient revoir leurs collaborations de recherche avec la Chine et limiter l'exportation de technologies occidentales pour s'assurer qu'elles ne soient pas utilisées dans le développement de systèmes de surveillance.

La seule façon de protéger les populations démocratiques contre l'espionnage potentiel du PCC est de fournir une solution complètement nouvelle, a déclaré M. Spalding. « Nous devons prendre le contrôle de notre propre destin en tant que peuples libres », a-t-il déclaré.

Par Mary Clark

**Le porte-parole du ministère chinois des Affaires étrangères, Zhao Lijian, répond à une question lors du point de presse quotidien à Pékin le 8 avril 2020.**

GREG BAKER/AFP  
VIA GETTY IMAGES



## TWITTER (Autorités chinoises)

Des centaines de fonctionnaires chinois – y compris des diplomates ainsi que le personnel des ambassades et des consulats – travaillent conjointement pour diffuser de la désinformation sur des comptes Twitter.

Ces comptes, dont certains sont suivis par des centaines de milliers de personnes, avancent des théories du complot qui visent à détourner les reproches destinés à la Chine et à semer la discorde.

Le porte-parole du ministère chinois des Affaires étrangères, Lijian Zhao, a écrit dans un tweet du 12 mars : « *Quand le patient zéro est-il apparu aux États-Unis ? [...] C'est peut-être l'armée américaine qui a amené l'épidémie à Wuhan.* »



**Un robot du PCC suspecté sur Twitter.**

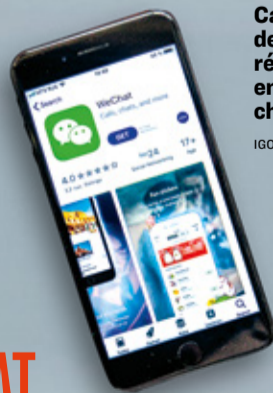
CAPTURE D'ÉCRAN  
CHENST3KK VIA TWITTER

## TWITTER (Robots chinois)

Les robots du PCC ont envahi Twitter pour attaquer l'Occident et répandre la propagande des autorités chinoises. Ces comptes ont publié « *plus de 32 000 messages liés au COVID-19 sur diverses plateformes occidentales* »

de médias sociaux » entre le 9 janvier et le 9 mars, selon un rapport du Insikt Group.

Le Département d'État américain a récemment découvert un réseau « *coordonné* » de robots sur Twitter, conçu pour disséminer la désinformation du régime chinois. Des milliers de faux comptes Twitter soutenant les ambassades et les diplomates chinois dans la diffusion de désinformation ont été identifiés.



## WECHAT

La censure de la plus populaire application de messagerie sociale chinoise, WeChat, affecte également les Chinois dans les pays occidentaux.

Un rapport de Citizenlab de l'université de Toronto révèle que la

plateforme a « *largement censuré les contenus liés au coronavirus (y compris des informations essentielles et neutres)* et que la portée de la censure s'est élargie en février 2020 ». Selon Citizenlab, cette censure sévère peut « *entraver la communication essentielle d'informations sur la maladie et sa prévention* ».



**Un post sur Facebook de la chaîne de télévision d'État chinoise CCTV**

CAPTURE D'ÉCRAN CCTV VIA FACEBOOK

## FACEBOOK (Médias d'État)

Les éditions internationales des médias d'État chinois tels que *Global Times*, *Xinhua News*, *China Daily* et *CCTV* propagent sur Facebook des articles élogieux de la gestion de la pandémie par la Chine.

La page Facebook du *Global Times* est suivie par plus de 54 millions de personnes. De nombreuses publications utilisent des hashtags antiaméricains.

Par ailleurs, un post sur Facebook du 12 avril de *CCTV* déclarait : « *Le président américain Donald Trump et ses adversaires ont politisé sans vergogne l'une des choses les plus naturelles qui soit : une pandémie mondiale.* »

# LA GUERRE D'INFORMATION SUR LE VIRUS

Le régime chinois agresse de propagande un vaste spectre de ca



**Capture d'écran d'un Tweet de l'OMS sur Twitter qui répète les informations en provenance du régime chinois.**

CAPTURE D'ÉCRAN OMS VIA TWITTER

## INFLUENCER LES INSTITUTIONS

L'Organisation mondiale de la santé (OMS) a été de plus en plus critiquée pour la lenteur de sa réaction face à l'épidémie, sa réticence à émettre des restrictions de voyage à destination et en provenance de la Chine et son acceptation pure et simple des

informations fournies par le régime communiste malgré de nombreux signaux d'alarme.

Dans un Tweet du 14 janvier, l'OMS diffuse la propagande du régime chinois selon laquelle « *les enquêtes préliminaires menées par les autorités chinoises n'ont pas trouvé de preuve évidente de transmission interhumaine du nouveau #coronavirus (2019-nCoV) identifié à #Wuhan, en #Chine* ».





### Publicité d'un média d'État chinois sur Facebook

CAPTURE D'ÉCRAN GLOBAL TIMES VIA FACEBOOK

## FACEBOOK (Publicités)

Le PCC utilise les publicités sur les comptes Facebook, Instagram et Twitter des médias d'État pour diffuser sa propagande. Alors que, jusqu'en 2019, ces publicités affichaient principalement « des images amicales de pandas et de chatons [...] et amplifiaient des histoires politiques réconfortantes », elles ont pris un tournant marqué depuis le début de la pandémie.

Certaines sèment le doute sur l'origine du virus à Wuhan, selon Renée DiResta, responsable de la recherche technique de l'Observatoire Internet de Stanford.

Ainsi, selon les médias chinois, le Covid-19 serait apparu en Europe puis aurait été transmis en Chine par l'Italie. Dans d'autres publications, il aurait été importé par des militaires américains. Des articles récents des médias d'État chinois évoquent maintenant la possibilité d'un virus importé via des surgelés. Une campagne de désinformation promue ensuite sur les réseaux sociaux.

# LA PROPAGANDE DES CHINOIS SUR LE VIRUS DU PCC

mène une campagne de désinformation sur le virus et utilise les canaux de communication traditionnels et modernes.

Plusieurs pays se sont plaints d'avoir reçu des fournitures médicales de mauvaise qualité de la Chine.

BJOERN WYLEZICH (AVION CARGO); TUNAROW (BOÎTE DE MASQUE)/ SHUTTERSTOCK

## SOFT POWER À LA CHINOISE

Pour faire figure de leader mondial et promouvoir une image positive du régime, le PCC a expédié du matériel médical, tels que des masques et du matériel de dépistage, dans le monde entier.

Cependant, les réactions des pays ont été mitigées, plusieurs se sont plaints de la mauvaise qualité de ces équipements inutilisables.

« Après une première vague de publicité positive, le narratif de l'aide chinoise en Europe s'est dégradé », a déclaré Peter Rough, chercheur principal à l'Institut Hudson, à *Epoch Times*.



### Une vidéo de propagande partagée par le compte Twitter de l'ambassade de Chine en France.

CAPTURE D'ÉCRAN AMBASSADE DE CHINE EN FRANCE VIA TWITTER

## VIDÉOS DE PROPAGANDE

Le PCC adapte constamment ses messages de désinformation pour les rendre plus viraux et percutants. L'une de ses tactiques consiste à utiliser des vidéos humoristiques sur des sujets spécifiques.

L'une de ces vidéos, publiée par

l'ambassade de Chine en France s'intitule « *Once Upon a Virus* », un court métrage d'animation monté avec soin et utilisant des blocs Lego, qui présente les efforts de la Chine sous un jour positif et ceux des États-Unis sous un jour négatif. La vidéo a été vue 2,4 millions de fois sur Twitter et plus de 28 000 fois sur d'autres sites.

Dans sa guerre de propagande, le régime chinois utilise ce type de vidéos comme moyen pour répandre rapidement ses idées dans la société.



Le texte accuse le personnel soignant français des établissements pour personnes âgées (Ehpad) d'avoir « abandonné leurs postes du jour au lendemain (...) laissant mourir leurs pensionnaires de faim et de maladie ».

## LA DIPLOMATIE TRADITIONNELLE

Face à la pandémie, le PCC continue d'utiliser ses canaux diplomatiques habituels pour faire pression sur les pays occidentaux. Par exemple, l'ambassadeur de Chine à Paris a publié le 12 avril sur son site un long texte accusant les Occidentaux de dénigrer injustement la Chine

après avoir qualifié la maladie Covid-19 de « gripette » au début de l'épidémie.

Le ministre français des Affaires étrangères Jean-Yves Le Drian l'avait convoqué pour lui faire connaître clairement sa désapprobation suite à ses accusations. Il a fait référence à la manière décomplexée de l'ambassadeur de mettre en avant la victoire du régime chinois sur le Covid-19 et de critiquer la gestion occidentale.



Un post sur Facebook du *Global Times* qui renvoie à un article critiquant les États-Unis.

CAPTURE D'ÉCRAN GLOBAL TIMES VIA FACEBOOK

## EXPLOITER LES AUTRES MÉDIAS

Le PCC a diffusé des articles d'actualité en provenance d'autres médias pour redorer son image. Par exemple, la page Facebook du *Global Times* a publié une capture d'écran d'un article du *Financial Times* qui critiquait les États-Unis, en écrivant dans son post : « Le rédacteur en chef de *The Lancet*, Richard Horton,

a déclaré dans une interview au *Financial Times* que "l'idée que la Chine devrait payer des dédommagements pour les pertes économiques qui résultent [de la pandémie] est ridicule". »

Le PCC a également diffusé sa propagande à travers des encarts publicitaires d'autres journaux à la gloire de la Chine, tel qu'il l'a fait avec ses publiereportages « *China Watch* » insérés dans le *Washington Post*, le *New York Times* ou encore *Le Figaro*.

# Ouïghours : à l'origine d'une répression



De jeunes Ouïghoures entrent dans le bazar de Hotan, dans la région du Xinjiang, au nord-ouest de la Chine, le 31 mai 2019.

GREG BAKER/AFP via Getty Images

Environ 11 millions de Ouïghours et de membres d'autres minorités musulmanes vivent au Xinjiang.

Sous le prétexte d'« éradiquer l'extrémisme », les autorités chinoises ont lancé en 2014 une vaste campagne de surveillance, de répression et de persécution des minorités musulmanes, notamment par la mise en place d'un réseau de surveillance généralisé. Le régime a recueilli des données personnelles des minorités du Xinjiang et a installé des caméras et des applications téléphoniques pour surveiller leurs activités.

Les Nations unies estiment que plus d'un million de résidents ouïghours sont actuellement détenus dans des camps d'internement, où ils sont torturés, réduqués et contraints de prêter serment d'allégeance au PCC dans le but de les forcer à renoncer à leur foi.

Selon les experts, les tactiques utilisées dans la répression ayant cours actuellement n'ont pas été élaborées récemment, mais sont l'aboutissement de deux décennies d'expérience acquise par le régime chinois en persécutant le Falun Dafa.

Également appelée Falun Gong, cette discipline spirituelle qui comprend des exercices de méditation et des enseignements moraux fondés sur les principes universels d'Authenticité, de Bienveillance et de Tolérance, a attiré entre 70 et 100 millions de pratiquants avant que le PCC ne lance une campagne nationale pour l'éradiquer en 1999.

## Les origines du modèle stratégique de persécution observée dans le Xinjiang

Yan Yuhua fait partie des millions d'autres personnes qui ont déperlé dans les prisons chinoises à cause de leur foi. Lors de sa pre-

mière arrestation en 2006, des gardiens l'ont mise à l'isolement afin de la forcer à signer une renonciation à sa croyance en Falun Dafa, une pratique spirituelle interdite par le régime chinois. Pendant sa détention, des besoins pourtant essentiels comme le fait de pouvoir manger, dormir, se laver ou



Plus d'un million de Ouïghours sont détenus dans des camps d'internement, où ils sont torturés, réduqués et contraints de prêter serment d'allégeance au PCC dans le but de les forcer à renoncer à leur foi. »

même s'allonger lui étaient régulièrement déniés. Les gardiens lui versaient de l'eau froide sur le corps et la forçaient à rester debout pendant de longues heures. Ils ont également interdit à ses parents, âgés de 70 ans, et à son fils adolescent de lui rendre visite.

Plus tard, elle a été détenue dans un centre de lavage de cerveau pendant deux ans et demi. Les gardes lui ont fait porter des écouteurs qui diffusaient une forte propagande dénigrant le Falun Dafa. Les « surveillantes » se relayaient pour la battre et l'insulter.

Des histoires reflétant les expériences de Yan Yuhua et d'autres pratiquants du Falun Dafa – qui

subissent ces persécutions depuis le début de la campagne de répression organisée à leur rencontre par le Parti communiste chinois (PCC) en 1999 – se déroulent désormais aussi dans la région du nord-ouest de la Chine, dans le Xinjiang.

## « La transformation par l'éducation »

D'après Sarah Cook, analyste de l'Organisation non gouvernementale (ONG) Freedom House, une organisation de défense des droits de l'homme basée à Washington, le concept de « transformation par l'éducation » est notamment issu de la persécution du Falun Dafa par le régime communiste chinois.

Le régime chinois détient les pratiquants du Falun Dafa dans des prisons et des « centres d'éducation juridique » qui sont en fait des centres de lavage de cerveau. Avant leur abolition en 2013, il avait coutume de les envoyer en masse dans des camps de travail forcé. Les détenus enfermés dans ces prisons et ces « centres d'éducation juridique » sont obligés de regarder des vidéos de propagande, de chanter des chansons vantant les mérites du PCC et de se « repentir » de leurs prétendus crimes de foi. Ceux qui résistent à la pression sont soumis à la torture.

Le terme « transformation » employé par Pékin est un euphémisme permettant « d'évoquer une image positive » et de présenter le processus comme un « traitement compatissant », souligne Mme Cook.

« C'est un terme lié au Falun Dafa qui a vraiment émergé et prospéré si bien [...] que vous voyez ce même terme apparaître dans le Xinjiang », a-t-elle ajouté.

Selon une enquête incomplète menée par Minghui.org, un centre d'information et de docu-

mentation sur la persécution du Falun Dafa, il existe 449 centres de lavage de cerveau dans 173 villes et 329 districts ou comtés à travers la Chine. Si le système des camps de travail a été abandonné par le régime chinois en 2013, ces installations ont proliféré depuis, permettant à la persécution du Falun Dafa de se poursuivre sans relâche malgré tout, explique Sarah Cook.

## Des officiels impliqués

D'après l'analyste de Freedom House, le fait que les principaux cadres qui influencent aujourd'hui la politique du régime chinois au Xinjiang aient gravi les échelons en participant à la persécution du Falun Dafa constitue un élément révélateur du lien qui existe entre les deux campagnes de répression.

Fu Zhenghua, le ministre chinois de la Justice chargé de financer les programmes d'endoctrinement politique du Xinjiang, a notamment dirigé le Bureau 610 – une agence extrajudiciaire créée expressément pour superviser la persécution du Falun Dafa par le PCC – de 2015 à 2016.

Il a également occupé un poste de haut niveau dans le bureau de la police municipale de Pékin entre 2010 et 2015, période pendant laquelle les pratiquants du Falun Dafa qui refusaient de renoncer à leur foi « étaient envoyés directement dans divers centres de lavage de cerveau ». Selon un rapport d'Amnesty International, cela a été mis en place après la dissolution officielle du dispositif des camps de travail, il a fait un discours public dénonçant le Falun Dafa. Il a encouragé les responsables à « lutter sans relâche contre » la pratique spirituelle, rapporte le *Quotidien du peuple*, l'organe de presse officiel du PCC. En 2010, alors que Sun Jinlong était secrétaire du Parti dans la ville de Hefei,

dans la province d'Anhui, il a présenté un « plan de bataille général » pour surveiller et harceler les pratiquants locaux de Falun Dafa. Ce plan comprenait, notamment, la création de bases de données destinées à rassembler des renseignements sur les pratiquants, la création de centres de lavage de cerveau pour les pratiquants « têtus », ainsi que la conduite de visites à domicile en effectuant du porte-à-porte. Le projet avait pour objectif de « transformer » tous les pratiquants « nouvellement identifiés » en l'espace d'un an. Il était prévu que les fonctionnaires travaillant dans la rue reçoivent des diplômes honorifiques destinés à récompenser leurs efforts et leur implication, comme le révèlent les dossiers des administrations locales.

Les « antécédents avérés de répression sévère des croyants religieux innocents » de Fu Zhenghua et Sun Jinlong semblent être « précisés » ce qui leur a permis d'accéder à des grades plus élevés au sein du Parti, observe Sarah Cook.

La *World organization to investigate the persecution of Falun Gong* (WOIPFG), un organisme à but non lucratif établi aux États-Unis qui recense et analyse les éléments relatifs à la persécution de la discipline spirituelle, a désigné les deux hommes responsables de violations des droits de l'homme.

## La courbe d'apprentissage

La politique menée au Xinjiang par le PCC présente d'autres caractéristiques similaires à celles employées par le régime chinois dans le cadre de la persécution des pratiquants de Falun Dafa.

Les officiels de l'application des lois au Xinjiang qui combattent le Falun Dafa ont défini les efforts de rééducation mis en œuvre comme étant des « conseils psycho-

logiques ». Ils ont fixé des quotas à atteindre pour les responsables de la sécurité, indique notamment Mme Cook.

Les autorités chinoises utilisent aussi des termes analogues pour désigner les deux groupes qu'elles entendent réprimer, tels que les pratiquants « purs et durs » du Falun Dafa et les détenus « purs et durs » du Xinjiang.

Le centre d'information Minghui.org a beaucoup parlé de la façon dont la police espionne les téléphones des pratiquants du Falun Dafa depuis le début des années 2000 afin de recueillir des renseignements à leur sujet. Une recherche rapide sur le site Web révèle une dizaine de cas d'écoutes téléphoniques prolongées, dont la plupart ont conduit à l'arrestation ultérieure des pratiquants concernés. Les 20 ans d'expérience du PCC dans la répression du Falun Dafa lui ont permis de mettre rapidement en place un dispositif de persécution des minorités musulmanes au Xinjiang.

« C'est comme n'importe quel type de gestion de projet. Une fois que vous l'avez fait avant, ça va beaucoup plus vite la deuxième fois », précise Sarah Cook. « Ils savent exactement ce qu'ils font. »

D'après elle, les nombreux éléments qui démontrent clairement que les fonctionnaires chinois « reproduisent leur stratégie anti-Falun Dafa [pour l'appliquer] au Xinjiang » sont particulièrement alarmants.

« Cela indique qu'ils jouent un jeu sur le long terme, ils n'ont guère l'intention d'inverser la politique et ont peu de scrupules à utiliser des tactiques dures telles que la torture redoutable ou de longues peines de prison pour atteindre leurs objectifs », conclut l'analyste de Freedom House.